

De la crainte de la surpopulation à l'angoisse du réchauffement climatique : histoire des Conférences internationales sur la population et le développement (1974-2015)

Florence Loriaux (CARHOP) et Michel Loriaux (UCL)

mots-clés : démographie, population, environnement, développement durable, Nations Unies

Dans la longue histoire humaine, pendant des millénaires, la croissance démographique n'a pas représenté un problème. Au contraire, la crainte a été longtemps l'absence de croissance et même de dépopulation en raison de malheurs s'abattant régulièrement sur les populations : famines, épidémies, guerres, catastrophes naturelles, ... Pendant longtemps, le nombre des hommes fut un des indices majeurs de la richesse des Nations. C'est au début du 19^e siècle que la population mondiale fête son premier milliard d'habitants. Mais, depuis cette époque, on sait que le rythme de croissance s'est accéléré, au point de devenir rapidement exponentielle jusqu'à atteindre aujourd'hui un niveau record de 6,5 milliards de locataires de la Planète bleue.

Il est probable que la progression va se poursuivre au moins jusqu'à la fin du 21^e siècle sans qu'il soit possible de prédire avec précision le niveau auquel une stabilisation des effectifs mondiaux se produira.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Communauté internationale prend conscience à travers ses grandes agences (Nations Unies, Organisation Internationale du Travail, FAO¹, ...) du problème que peut constituer la rapide progression numérique des populations sous-développées du Sud dont la transition démographique ne s'est pas produite à la manière du processus réalisé dans les pays industrialisés : dans la mesure où la fécondité très élevée n'a pas amorcé son déclin alors que la mortalité (notamment infantile) a commencé à reculer en dégageant des taux de croissance supérieur à 2 ou 3 %. Les démographes n'hésitent pas alors à parler d'explosion démographique pour mettre sur le caractère non maîtrisé de ce processus et l'idée se répand rapidement que la seule parade réside dans un contrôle énergiques des naissances, en instaurant des politiques démographiques à la limite coercitives² (avortement, stérilisation, etc.) et en diffusant massivement des moyens de contraception.

« Même si les justifications ont changé et sont devenues plus sociales (lutter contre la pauvreté et assurer à tous des conditions de vie décentes) ou plus écologiques (sauvegarder l'environnement et préserver le patrimoine des générations futures). Les moyens préconisés restent pour l'essentiel les mêmes, et les ressources disponibles consacrées prioritairement à la lutte contre les hautes fécondités, même si, au fil des années, le marketing contraceptif a pris des dénominations plus douces et est devenu plus respectueux des motivations des couples, en passant du contrôle des naissances à la planification familiale, puis à la protection maternelle et infantile et plus récemment encore à la santé génésique. Sans doute la raison est-elle que les programmes de planification familiale sont moins coûteux à mettre en œuvre et plus immédiatement rentables que des programmes d'éducation ou d'emploi dont les retombées sont moins certaines et plus lointaines. Distribuer des condoms ou placer des dispositifs intra-utérins implique des moyens financiers infiniment moins lourds que de construire des écoles et former des maîtres »³

1. FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

2. L'Inde et la Chine ont mené dans les années 1970 des politiques de l'enfant unique.

3. M. LORIAUX, « Les systèmes : bons à tout ou bons à rien ? », dans Michel Loriaux (éd.), *Populations et développements : une approche globale et systémique*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 38.

La première grande conférence internationale relative à cette problématique est organisée à Bucarest en 1974 par le FNUAP (Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population). Ce dernier est créé dans l'environnement des grands organismes internationaux, avec, comme préoccupation majeure, de convaincre les peuples d'adopter des politiques de population visant à réduire rapidement leur fécondité. Malheureusement pour les experts des Nations Unies, les discussions faillirent tourner, sinon à l'émeute, du moins à la faillite, lorsque les représentants des pays sous-développés affirment avec force que le problème n'est pas la population mais le développement et réclament énergiquement les moyens économiques de le réaliser avant la diffusion de préservatifs qui n'était plus l'objectif prioritaire. Pour éviter l'échec de la conférence de Bucarest, le FNUAP lance un nouveau slogan qui va faire loi pendant les trois décennies suivantes, à savoir : « intégrer la population au développement ».

Personne ne sait exactement comment assurer cette intégration, mais le mot d'ordre nouveau fait fortune et on assiste partout dans le monde au développement de centres de formation, des programmes visant à mettre en œuvre des politiques démo-économiques salvatrices.

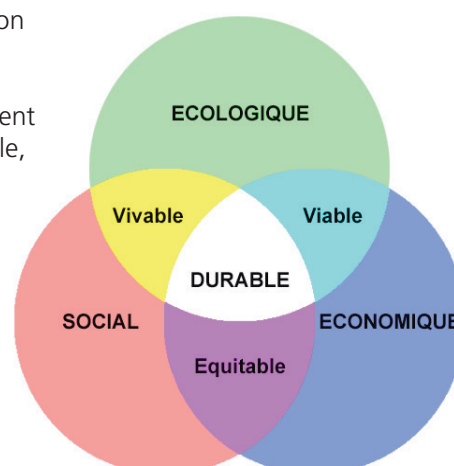
Quand le développement s'invite aux conférences

Dix ans après Bucarest, une autre conférence est organisée à Mexico et développe à son tour le thème de l'intégration. La troisième conférence tenue au Caire en 1994 marque un renouvellement du discours et une réaffirmation des priorités. Le développement est toujours au cœur du dispositif, mais il ne s'agit plus comme auparavant du simple développement économique qui avait fait la preuve de son inefficacité, mais de développement humain tel que le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) l'avait promu depuis 1990 et surtout du développement durable qui avait fait son apparition deux ans plus tôt à la Conférence de Rio sur l'environnement (1992).

L'originalité de la CIPD (Conférence Internationale pour la Population et le Développement) du Caire est d'élargir la problématique duale « population-développement » à une trilogie « population-développement-environnement » en compliquant ainsi singulièrement l'équation de la population. Pour que le développement soit durable, il faut en effet qu'il puisse assurer les besoins des populations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins, selon la définition qui avait été donnée dès 1987 par le rapport Brundtland⁴.

Après l'économie, l'écologie vient de faire une entrée fracassante dans la problématique démographique. Il s'agit toujours de créer des richesses et d'améliorer les conditions de vie matérielle des populations, mais en assurant l'équité inter et intragénérationnelle, et en préservant la diversité des espèces et la pérennité des ressources naturelles et énergétiques.

Pour être durable, le développement doit être équitable (compatibilité économie-société), viable (compatibilité société-environnement) et viable (compatibilité économie-environnement), des contraintes fortes qu'il n'est pas évident de pouvoir respecter sans une refonte de nos modes de vie à l'échelle planétaire et de modèles d'organisation tant sociale qu'économique et culturelle. Nombreux sont d'ailleurs les auteurs qui considèrent qu'il y a une incompatibilité ontologique entre tous ces objectifs et que le concept de développement durable reste largement une vision de l'esprit et une utopie hors de notre portée.



Les Objectifs du Millénaire

D'après la chronologie onusienne des conférences internationales de la population, il y aurait dû avoir en 2004 une autre conférence qui a cependant été remplacée par l'organisation à New-York d'un Sommet mondial des chefs d'État et de gouvernements de 189 Nations. Ce Sommet fut consacré aux Objectifs du Millénaire pour le Développement durable (OMD). Il définit huit objectifs fixés quantitativement en matière de population et de développement avec une date butoir arrêtée à 2015 : réduire le taux de mortalité infantile, assurer

4. Le Rapport Brundtland, officiellement intitulé *Notre avenir à tous (Our Common Future)*, est une publication rédigée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies, présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. Le rapport parle pour la première fois de développement durable.

l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, améliorer la santé maternelle, éliminer l'extrême pauvreté et la faim, combattre le sida et le paludisme et préserver l'environnement.

Même si des progrès sensibles ont été accomplis dans la plupart des domaines visés, la grande majorité des objectifs n'ont pas été atteints aux dates prévues et il a fallu sans cesse réactiver les initiatives et réaffirmer les principes fondateurs pour soutenir les efforts des pays.

Avec le terme initialement prévu des Objectifs du Millénaire à la fin de 2015, les Nations Unies ont prévu la mise en place d'un nouveau programme « ambitieux et de long terme pour améliorer la vie des populations et protéger la planète pour les générations futures ». Un Sommet spécial pour le développement durable est programmé à New York en septembre 2015 qui devra jeter les bases de ce programme pour les quinze années à venir jusqu'en 2030. Dans son rapport de synthèse intitulé « La Route vers la dignité », le secrétaire général des Nations Unies a résumé l'ensemble des contributions et des initiatives prévues pour l'après 2015, notamment des consultations populaires à travers la planète pour que ses habitants puissent s'exprimer sur « le monde que nous voulons », sans s'en remettre uniquement à l'avis des experts, une façon nouvelle de concevoir la démocratie participative.

Le climat au cœur des préoccupations

Cependant, pendant que ces négociations se déroulent et que les réunions s'enchaînent, le monde continue de se transformer et l'environnement doit s'adapter à de nouvelles contraintes. Le développement durable est en effet un concept multidimensionnel et à côté des questions cruciales comme celles de l'épuisement des ressources non renouvelables, de l'accroissement des déchets, de la pollution des mers ou de la diminution de la diversité biologique, une autre préoccupation est devenue de plus en plus présente dans les débats scientifiques et les forums politiques : à savoir le réchauffement climatique, un sujet controversé par les climatoseptiques, mais dont la réalité semble bien devoir s'imposer comme le démontrent les rapports annuels du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de plus en plus alarmants.

L'enjeu n'est pas seulement le réchauffement de la température mondiale de quelques degrés mais les incidences multiples que ce réchauffement provoque sur l'environnement et sur la vie des hommes. Chaque année, on observe des impacts sur l'environnement comme la fonte accrue des glaciers, la hausse du niveau des mers, les inondations, les pénuries d'eau, les vagues de chaleur extrême,...

On connaît l'agent principalement responsable de ce réchauffement qui est l'émission accrue des gaz à effet de serre depuis les débuts de l'ère industrielle provoquant les trous dans la couche d'ozone. Mais les efforts pour endiguer ces émissions paraissent bien insuffisants et les engagements des gouvernements à réduire leur production bien fragiles.

Du côté des sociétés humaines, les impacts ne sont guère moins inquiétants, immédiatement et surtout à moyen et à long terme : fortes réductions des rendements agricoles, impact de la pollution et des vagues de chaleur sur la santé, augmentation des migrations climatiques, risques accrus de conflits locaux pour l'accès aux ressources devenues rares comme l'eau ou l'énergie, etc. Et bien entendu, la croissance démographique insuffisamment maîtrisée ne fait qu'exacerber la plupart de ces phénomènes car les besoins des populations ne cessent d'augmenter non seulement en raison de leur croissance numérique rapide, mais aussi à cause des aspirations des peuples les plus démunis aux progrès technologiques (télévision, frigo, gsm, voiture, ...) et à l'« American Way of Life ».

7 ou 17 milliards d'habitants ?

Là où certains écologistes n'hésitaient pas à affirmer autrefois que, si la population mondiale adaptait le même mode de vie que le paysan du Bangladesh, la terre pourrait accueillir sans difficultés 20 ou 30 milliards d'habitants, aujourd'hui les mêmes experts affirment que la capacité de charge de la planète est déjà dépassée et qu'il faudrait disposer d'une Terre et demie, voire de deux Terres, pour satisfaire nos besoins actuels sans compromettre ceux de nos descendants. Or les perspectives démographiques de la Division de Population des Nations Unies font apparaître une croissance par rapport à la situation actuelle de 3 ou 4 milliards d'ici la fin du siècle pour atteindre un effectif total de l'ordre de 10 ou 11 milliards. Mais si on quitte la projection moyenne pour regarder l'hypothèse haute, c'est sur 17 milliards qu'il faudrait compter et pour l'hypothèse basse 7 milliard, un écart difficilement compréhensible.

En fait, atteindre le maximum théorique de l'hypothèse haute signifierait probablement que les craintes de surpeuplement ont été largement exagérées et que les atteintes à l'environnement ont pu être limitées par des politiques efficaces. Par contre, si c'est le minimum de l'hypothèse basse qui était atteint, cela ne signifierait probablement pas que la croissance démographique aurait été maîtrisée avec succès, mais au contraire et paradoxalement que de grands cataclysmes se seraient abattus sur l'espèce humaine tels que l'avait prévu le Club de Rome⁵ dès 1970 dans son modèle systémique présenté dans « Halte à la croissance »⁶.

Fin de cette année 2015, la France accueillera à Paris la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Soit la Conférence produira des effets significatifs et une prise de conscience universelle de prendre des mesures à la hauteur des défis, soit elle accouchera seulement de quelques recommandations sans portée, mais pour l'Humanité, c'est probablement sa survie à long terme qu'elle jouera si coup d'arrêt vigoureux n'est pas porté à la dégradation climatique et plus généralement aux atteintes au développement durable.



BIBLIOGRAPHIE

J-C. CHASTELAND, « La croissance de la population mondiale et la communauté internationale de 1950 à nos jours », dans G. CASELLI, J. VALLIN et G. WUNSCH, (dir.), *Démographie: analyse et synthèse*, vol. VII, Paris, INED, 2006, pp. 833-880.

J-C. CHASTELAND, et J-C. CHESNAIS, (dir.), *La population du monde: géants démographiques et défis internationaux*, Paris, INED, 2003.

M. LORIAUX, *Comptabilité ou conflits entre objectifs économiques et socio-démographiques dans les pays industrialisés: une approche écologique*, UCL, Louvain-la-Neuve, 1978 (Working-paper n° 49 Département de Démographie).

M. LORIAUX, *Population et développement: de l'intégration technique à l'intégration sociale*, CIDEP, Louvain-la-Neuve, 1989.

M. LORIAUX, (dir.), *Populations et développements: une approche globale et systémique*, Louvain-la-Neuve, Paris, Academia-Bruylant, Paris, L'Harmattan, 1998.

SITOGRAPHIE

<http://www.un.org/fr>

5. Le Club de Rome est un groupe de réflexion lancé en 1968 et rassemblant des industriels, des scientifiques et des économistes. Réfléchissant sur des problèmes sociétaux, le premier rapport publié par le Club de Rome en 1972 est « Halte à la croissance ».

6. Voir à ce propos: http://www.carhop.be/images/Halte_croissance_F.LORIAUX_2012.pdf.